



AMICALE DES PIEDS-NOIRS  
ET  
MOUVEMENT NATIONAL DES RAPATRIÉS D'OUTRE-MER  
"MUNICIPALITES ET SOUVENIR"  
SECTIONS "MOSELLE ET MARLY"

Inscrites au registre des associations du Tribunal de Metz  
Section MOSELLE n°9, volume XLVIII du 31/1/75  
Siège Social : 17, rue Emile Obellianne, 57000 METZ-MAGNY  
Section MARLY n°2, volume LXII du 30/6/80  
Siège Social : 44, rue des Pervenches, 57155 MARLY

MÉMORIAL DES FRANÇAIS RAPATRIÉS D'AFN ET D'OUTRE-MER  
CIMETIÈRE DE L'EST À METZ (MOSELLE)  
CÉRÉMONIE DE DEUIL ET DE RECUEILLEMENT DU 18 MARS 2012 À 10H00

Allocution de Madame Danielle Pister-Lopez, Vice-Présidente du Cercle algérieniste, section de Champagne-Lorraine-Grand Est, membre de l'Amicale, Maître de Conférences honoraire de l'Université de Lorraine.

Mesdames et Messieurs les Autorités Civiles et Militaires

Mesdames et Messieurs les Présidents des Associations Patriotiques et du Souvenir Français,

Mesdames et Messieurs les Porte-drapeaux,

Mesdames, Messieurs,

Chers amis, Chers Compatriotes,

Le dimanche 18 mars 1962, vers 18h, on apprit la fin des discussions engagées, à Evian, entre les représentants de la France et ceux du Front de libération nationale (FLN). Un cessez-le-feu prenait effet sur tout le territoire algérien, le lendemain, à midi. Le soulagement des appelés encore sur le terrain, et celui de leurs familles en métropole, fut immense. C'était parfaitement légitime. Tout autre fut la réaction des Français d'Algérie, Pieds-Noirs et Harkis confondus, qui se sentirent, à la minute même, définitivement abandonnés par la France.

Contrairement à ce qu'affirmèrent les partisans de l'indépendance algérienne, et que répète aujourd'hui, comme une vérité indiscutable, la majorité de l'opinion publique, sous-informée et oublieuse du passé, ce texte ne mit pas fin aux combats en Algérie. Les massacres atroces, perpétrés depuis bientôt huit ans, s'amplifièrent et s'installa, alors, un mensonge d'Etat, qui perdure encore cinquante ans après.

**-Mensonge**, en effet, que l'appellation, non officielle, d'*Accords d'Évian*, simplificatrice et falsificatrice, appliquée à un texte qui ne fut même pas publié dans les mêmes termes, à Paris et à Tunis où siégeait le G. P. R. A., Gouvernement provisoire de la République Algérienne. Ils ne firent jamais l'unanimité au sein de cet embryon du futur Etat algérien, et ce dernier n'en respecta jamais ni l'esprit ni la lettre. La France les appliqua unilatéralement, quoi qu'il advint, fût-ce contre ses propres intérêts et, surtout, contre ses propres ressortissants, Européens et Français-Musulmans, qui leur furent sacrifiés.

**-Mensonge** que l'idée de paix, attachée à la date du 19 mars 1962. Depuis 1961, la France retirait progressivement ses troupes du territoire algérien, et les forces du F. L. N. prenaient progressivement leur place. A partir du 19 mars, et sur tout le territoire, redoublèrent ainsi, en toute impunité, représailles, assassinats et enlèvements, parfois sous les yeux des militaires français, désarmés et consignés dans leurs casernes, contre les musulmans favorables à la France et contre les Européens

que les chefs rebelles avaient décidé de terroriser pour qu'ils quittent l'Algérie. Les autorités françaises et l'exécutif provisoire chargé de la transition politique, ne recherchèrent ni les coupables ni les victimes. Le recoupement des chiffres officiels montre qu'il y en eut plus de 3000, côté français, essentiellement civiles, mais aussi militaires, entre le 19 mars et le 5 juillet 1962. Les exactions continuèrent jusqu'en 1963, à l'encontre des Européens restés sur leur sol natal. Les autorités françaises restèrent impuissantes, avant comme après la proclamation de l'indépendance, le 3 juillet 1962.

**-Mensonge**, en effet, que la clause qui devait assurer la sécurité et les biens des ressortissants français, dont on ne rappellera jamais assez qu'ils appartenaient à des familles installées en Algérie, pour un grand nombre, depuis 1830. Ils avaient quelques raisons de penser qu'ils étaient chez eux, dans ce pays que leurs ancêtres avaient contribué à mettre en valeur, à la force de leur bras, et à faire entrer dans la modernité économique et politique.

Pire, la France, ayant cessé de se battre contre le FLN, retourna toutes ces forces contre ses nationaux qui n'acceptaient pas cet abandon. Le chef d'Etat avait pourtant affirmé, fin août 1959 : « Moi vivant, jamais le drapeau FLN ne flottera sur Alger. » Et le 29 janvier 1960, il déclarait à la télévision : « Négocier avec les responsables de l'insurrection : cela je ne le ferai pas ». Les habitants de Bab-el-Oued, assiégés et mitraillés par des avions militaires français, chose inouïe en période de cessez-le-feu, payèrent le prix fort de ce reniement, dès le 22 mars. On n'a pas entendu alors beaucoup de protestations semblables à celles qui s'élèvent aujourd'hui contre ces dictateurs qui pilonnent leurs propres populations, en Lybie ou en Syrie. Rue d'Isly, à Alger, le 26 mars 1962, un détachement de Tirailleurs algériens, sous commandement français, tira à bout portant, sur des Algérois venus pacifiquement manifester leur soutien aux habitants du quartier martyrisé. Plus de quatre-vingt femmes, hommes et adolescents, tombèrent sans vie en quelques minutes. Les enquêtes restent, encore aujourd'hui, sans explication officielle. Ce n'était qu'un prélude aux massacres d'Oran, le 5 juillet 1962, jour de la célébration de l'indépendance : des forces de l'ALN, venues de la frontière proche du Maroc, lançaient un véritable pogrom contre la population européenne, encore nombreuse dans la ville. Cinquante ans après, faute d'enquête de la Croix-Rouge internationale ou de la France, que l'Algérie refusa d'autoriser, on ignore toujours le chiffre exact des victimes. Premier exemple d'épuration ethnique de l'après-guerre, l'estimation la plus basse est d'au moins 750 disparus, en six heures, dont on n'a retrouvé aucune trace. C'est un nombre de victimes supérieur à celui d'Oradour-sur-Glane. Ces hommes, femmes, et enfants, parfois des familles entières, suscitèrent peu de compassion. Leurs proches voudraient, aujourd'hui, que ce drame soit reconnu et savoir pourquoi et comment cela s'est passé. Ai-je besoin de rappeler les dizaines de milliers de harkis que la France a désarmés et abandonnés sur place, livrés aux exactions les plus barbares des glorieux libérateurs de l'Algérie ?

**Cinquante ans**, de reniement et de souffrances, cela suffit. Le ministre de la Défense, Gérard Longuet, plaidant la pacification des mémoires qui doit suivre nécessairement le silence des armes, donnait, en janvier dernier à Perpignan, lors du Congrès national des Cercles algérienistes, l'exemple du rapprochement franco-allemand. Mais comparaison n'est pas raison. La France de 1963, au moment de la signature du Traité de l'Elysée, ne s'est pas réconciliée avec Hitler mais avec le Chancelier Adenauer, chef éminemment respectable d'un gouvernement démocratique qui avait reconnu les crimes du III<sup>e</sup> Reich. Rien de tel du côté de l'Algérie, dont les responsables, depuis 1962, sont ceux là-mêmes qui ont mené pendant huit ans une guerre terroriste atroce contre toutes les populations, musulmane, juive, chrétienne, qui vivaient en Algérie. Ils ont réussi l'exploit de faire oublier leurs propres crimes pour ne parler que de ceux attribués à la France. L'actuel président algérien, lui-même, n'a-t-il pas accusé la France de crimes contre l'humanité et traité les Harkis de collabos ? Passe encore qu'on écrive ainsi l'Histoire en Algérie. Faire de la France le bouc émissaire de tous les maux du pays actuel, semble le moyen le plus efficace pour occulter l'accaparement, sans vergogne, des richesses et des libertés publiques par une nomenclatura corrompue, au pouvoir depuis 1962. Mais qu'en France, les médias jouent les idiots utiles pour n'ouvrir leurs colonnes et leurs écrans qu'aux seuls thuriféraires du FLN, qu'ils occultent les souffrances des populations chassées d'Algérie, qu'ils célèbrent la gloire des poseuses de bombes, tueuses d'enfants, dont une fut reçue l'été dernier, avec tous les honneurs de la République, au Sénat et à Marseille ; que le Val-de-Grâce ait récemment accueilli, selon les journaux algériens, à nos frais, d'anciens chefs d'Etat algériens qui n'ont cessé de dénigrer la France, dont Ahmed Ben Bella, qui proclamait en 1987, sur France-Culture, que le nouvel état algérien n'avait jamais envisagé que les Pieds-Noirs puissent rester dans l'Algérie indépendante, cela nous ne pouvons le comprendre.

**Cinquante ans après**, le Parlement français légifère pour défendre la mémoire du génocide arménien mais il refuse de faire la lumière sur le sort réservé aux Français d'Algérie. Cinquante ans après, et nous ne pouvons que nous en réjouir, il vient de voter une loi pour défendre l'honneur des Harkis, mais il se tait sur le fait que l'Algérie refuse toujours qu'ils reviennent chez eux. Cinquante ans après, des intellectuels sectaires continuent de calomnier les Pieds-Noirs, en toute impunité. Cinquante ans après, les Porteurs de valises, responsables de la mort de soldats et de civils Français, sont honorés par notre République quand quelques soldats perdus, qui se sont battus pour une certaine idée de la France, sont toujours ostracisés. Cinquante ans après, plusieurs colloques, l'un d'eux organisé par le FLN, les autres par ses thuriféraires, se tiennent à Nice, à Nîmes, à Evian. Imagine-t-on un colloque à Alger pour célébrer les bienfaits de la colonisation française ?

Les Pieds-Noirs et les Harkis ont perdu leur pays, leur mémoire est salie, niée, ils sont exclus de l'histoire de l'Algérie, comme de celle de La France. Aucune des conditions nécessaires à l'apaisement et à la réconciliation des mémoires n'est remplie.

**Cinquante ans après**, on attend en vain une parole politique, une seule, qui permettrait aux victimes de reposer en paix et aux survivants de trouver la seule compassion qui vaille : que la vérité, toute la vérité, soit enfin dite. Faute de quoi, jusqu'à ce que la terre, qui doit nous recouvrir un jour, emplisse nos bouches, nous continuerons de réclamer justice. Faute d'avoir droit à la pitié, il nous reste le chagrin, mais même la « nostalgie », comme on la qualifie avec mépris, est criminalisée.

L'Amicale des Pieds-Noirs de la Moselle et le Mouvement National des Rapatriés d'AFN et d'Outre-mer, section Moselle et Marly, ainsi que leurs frères Harkis vous remercient, Mesdames et Messieurs, d'avoir bien voulu participer, pendant ces quelques minutes arrachées à cinquante ans d'oubli, à cet hommage aux victimes trop oubliées d'une guerre qui ne s'est, hélas, jamais terminée le 19 mars 1962. Ils remercient les Porte-drapeaux pour leur fidélité et leur amitié.

Albert Camus affirmait : « Ma patrie, c'est la langue française ». C'est elle qui a véhiculé, à travers les siècles, toutes les valeurs qui ont fait la grandeur de ce pays. C'est par respect pour tous ceux qui sont morts pour avoir cru en elles, et parce que nous voulons toujours croire en elles, qu'aujourd'hui, surtout aujourd'hui, nous nous obstinons à dire, en dépit de tout,

Vive la France !

Après la cérémonie, nous vous convions tous au pot de l'Amitié à la Maison du Rapatrié, 18, Place de l'Hôtel de Ville à Woippy.

Danielle PISTER-LOPEZ

Le Président d'honneur, Emile JUAN, Le Président, Daniel BOLUFER  
de l'Amicale des Pieds-Noirs de Moselle